

Alexandre
MICHELIN

Apparitions



La manufacture de livres

Apparitions

ALEXANDRE MICHELIN

Apparitions

LA MANUFACTURE DE LIVRES
la manufacture de livres

ISBN 978-2-35887-619-3, papier
ISBN 978-2-35887-689-6, PDF
ISBN 978-2-35887-687-2, epub

Si vous souhaitez recevoir notre catalogue
et être tenu informé de nos publications,
envoyez vos nom et adresse, en citant ce livre à l'adresse suivante :

La Manufacture de livres, 101 rue de Sèvres, 75006 Paris
ou
contact@lamanufacturedelivres.com

www.lamanufacturedelivres.com

Le code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

*Le monde ne sera pas détruit par ceux qui
font le mal mais par ceux qui les regardent
sans rien faire.*

Albert Einstein

Préface

Nous avons perdu de notre capacité à intégrer l'Autre dans notre récit national. C'est flagrant à l'image de nos écrans de télévision ou de cinéma, c'est évident à la tête des entreprises. Nous avons perdu aussi de nos prédispositions collectives à l'indignation. À mesure que les médias deviennent une nouvelle dimension de notre quotidien, la diversité disparaît et se fond dans la caricature. Où sont les femmes de plus de 50 ans ? Où sont les jeunes hommes d'origine maghrébine à part dans les rôles de dealer ? Nous sommes des individus augmentés mais notre monde a rétréci et s'est pétrifié autour du mythe gaulois.

La France, par nécessité économique, est devenue au fil des siècles une formidable machine d'intégration des populations venues d'Europe et du monde. Mais la machine s'est enrayée. La dégradation de ce notre capacité intégratrice s'explique par deux grandes causes. La première touche aux graves difficultés que rencontrent l'école et l'ascenseur social. Comment croire aujourd'hui que le système puisse laisser échapper des enfants qui ne savent ni lire ni écrire ? L'école, sur laquelle la France a fondé sa dynamique sociale et républicaine, ne garantit plus les mêmes chances pour tous. Elle n'a plus les moyens de la méritocratie, quel que soit votre culture ou le pays d'origine de vos parents.

La seconde cause relève d'une forme d'inconscience politique. La notion d'identité est à la fois puissante,

sophistiquée et vulnérable. Elle est facile à manipuler. Après les grandes idéologies, face à une croissance atone, les populismes marquent des points partout en Europe. La quête d'identité et de pureté est leur principal commerce. C'était vrai de la constitution de l'empire germanique face à l'Autriche au ^{xix}^e siècle, c'est vrai aujourd'hui face au chômage et à la désindustrialisation, il sera toujours plus simple de s'unir face à un Autre, de le stigmatiser de le grimer en ennemi commun.

Cette stratégie a ses limites. Elle détruit de la valeur, de la dignité et des vies humaines. Celles de ces Autres, des femmes, des non-blancs ou des migrants. Précisément, la question des migrants est un déchirement pour notre pays. Derrière son incontestable complexité, elle nous murmure que nous ne sommes pas à la hauteur de nos idéaux. La France pourrait faire mieux. Elle pourrait accueillir davantage. La France est à côté de ses pompes.

Notre idée de la France exige que nous réparions au plus vite cette capacité intégratrice. Comment créer des emplois si nous ne sommes pas fiers de ce que nous sommes en tant que pays, de qui nous sommes comme concitoyens ? L'école, évidemment, est une pièce maîtresse du jeu. Il nous faut retrouver plus d'appétit pour l'exigence et l'ambition. Ceux qui arrivent en France doivent franchir des lignes, obtenir des diplômes pour prendre toute leur place dans la société. Or, cette intégration par le travail, qui a été offerte aux vagues d'immigrations polonaises, espagnoles ou italiennes n'est plus garantie aux nouveaux arrivants.

Au cœur-même de l'école, mais aussi partout dans la société, rendons à la France la fierté de son histoire. Pas une histoire pure de Gaulois, pas une histoire écrite à l'envers, depuis un bocal. On raconte les vagues d'immigration comme des secousses, des ondes de déstabilisation. On se trompe tellement. Les vagues de l'immigration, c'est l'histoire de la vitalité française. C'est l'histoire de pans économiques entiers qui retrouvent de la force de travail et du cœur à l'ouvrage.

À l'inverse, prendra-t-on pour modèle des pays qui sont restés méthodiquement fermés comme le Japon, avec leur culture confinée et mortifère ? C'est tout le sens de mon engagement avec le Musée national de l'histoire de l'immigration.

Il est urgent de recoudre le récit français. Face aux cyniques et à la bêtise, osons dire que des parcours comme le mien sont une chance pour la France. Je suis arrivée d'Espagne à l'âge de 6 ans, sans parler un mot de français. Très vite, j'ai souhaité devenir professeur de français, parce que cela me semblait le plus beau, le plus puissant métier du monde. Puis dans la publicité, je n'ai eu d'obsession que de créer une agence française de niveau international pour ne pas laisser les Anglais dominer le marché. L'idée de la France a contribué à toute ma vie.

Un nouveau récit français est possible, et la culture en est, avec l'école, le meilleur agent propagateur. Souvenons-nous grâce aux expositions, grâce aux documentaires comme *Histoire d'une nation* diffusé sur France 2, de l'émotion de ceux que la France a accueillis et de l'énergie qu'ils lui ont offert en retour. Le cinéma et la télévision, parce qu'ils sont au cœur des foyers français et de notre héritage culturel, sont des leviers extraordinaires pour renouer avec ce récit français.

Cet ouvrage est crucial parce qu'il nous propose les témoignages de ceux qui se sont battus concrètement pour faire percer la diversité à l'écran. Ils ont tout fait pour mailler notre territoire de récits positifs de la France telle qu'elle est réellement : une France brillante, créative, pleine de vitalité et conquérante. Cette France-là n'a rien à envier à la France des Gaulois.

Mercedes Erra

Présidente exécutive d'Havas Worldwide et fondatrice de BETC
Présidente du conseil d'administration de l'Établissement
public du Palais de la Porte dorée qui regroupe le Musée national
de l'histoire de l'immigration et l'Aquarium Tropical.

Introduction

J'ai présidé le Fond Image de la Diversité du CNC et du CGET de 2006 à 2015. Antillais d'origine et né à Bamako, homme de media, entrepreneur du numérique, j'ai passé mon enfance entre le Mali, la Martinique et la métropole. Porteur de tous les métissages ; un père professeur de lettres classiques, des études à Sciences-Po, j'ai connu la France par sa promesse démocratique et républicaine. Des années après, je veux croire encore à cette promesse, mais j'en vois les fissures et les évitements. Les dangers immenses de ruptures qui se profilent si nous n'agissons pas avec force pour inventer un imaginaire partagé.

Cet ouvrage traite de « l'Apparition » de l'Autre sur nos écrans, dans notre espace commun. Cette apparition-là, c'est l'instant de la révélation, l'instant où l'on ne peut plus éviter de (se) voir. C'est aussi, au travers de ces nouveaux visages, l'expression de la France dans toute sa richesse ! L'apparition enfin, c'est cet instant où la peur doit s'effacer. Cet instant est l'horizon et la raison d'être de cet ouvrage.

Cet ouvrage d'interviews chorales donne la parole à celles et ceux qui se battent pour plus de diversité à la télévision et au cinéma, à celles et ceux qui réfléchissent pour rendre intelligibles ces enjeux et enfin, aux acteurs institutionnels qui ont porté la mise en œuvre de ce Fonds. Cet ouvrage est un appel à faire

mieux. C'est un appel à faire plus, pour que tous les Français puissent se représenter leur trajectoire au sein de notre nation unie dans sa diversité.

Dix ans à la présidence du Fonds image et diversité

Ces dix années de présidence du Fonds images de la diversité ont débouché sur une action audiovisuelle singulière : des personnalités issues de la société civile ont co-construit avec des institutions, un cheminement, un financement et un accompagnement de tout un pan du secteur créatif. Initiative volontariste pour soutenir toutes les œuvres issues de la diversité, le Fond fut imaginé par le club Averroès, et c'est Jacques Chirac, Président de la République qui a donné corps en 2005 juste après les émeutes de banlieue. La mise en œuvre par Renaud Donnedieu de Vabres, ministre de la Culture, et Azouz Begag, ministre chargé de la Promotion et de l'Égalité des chances a été extrêmement rapide. Il est à noter que tous les successeurs d'Aurélié Filipetti à Frédéric Mitterrand ont apporté un soutien sans faille à cet effort.

Nous avons eu l'ambition collective de refléter la France réelle. Parce que sans cela, la guerre civile de tous contre chacun se profile, comme nous l'ont montré toutes les violences qui ont émaillé ces dix dernières années.

Progressivement, des actrices et des acteurs issus de la diversité sont apparus dans le paysage médiatique de notre pays. Mais aujourd'hui, dans nos imaginaires, ils ne sont malheureusement encore que des étoiles filantes, ils n'apparaissent qu'en pointillés et ne sont, malgré leur immense talents, que des « miraculés ». Des exceptions d'autant plus brillantes qu'isolées loin de refléter l'intégration complète si fantasmée et normale.

Naturellement, le Fonds Image de la diversité peut se revendiquer de succès réels. Il y a eu de nombreuses réussites dans les centaines d'œuvres soutenues pour ne citer qu'*Indigènes* ou *Entre les murs*, Palme d'or à Cannes ou la série *Chérif* à la télévision. Pourtant, le chemin à parcourir reste énorme.

Le chemin qui nous reste à parcourir

Pour paraphraser Einstein, le silence général a nourri l'indifférence. Comment ne pas penser dans le même temps à la résurgence du populisme, du racisme et de l'antisémitisme sur tous nos médias sociaux ? Comment ne pas voir que malgré le traumatisme profond de l'histoire des pans entiers de notre société sont encore tentés par la rhétorique du repli ? Enfin, comment se contenter de la profonde indifférence du pays au drame des migrants ? Tout se passe comme si, on niait leur existence même et leur dignité. Or si nous ne les reconnaissons pas comme des frères dans notre humanité, nous ne serons pas non plus capables de « rêver » un destin commun.

L'immigration a pourtant extraordinairement enrichi notre pays. Faut-il encore citer Charles Aznavour, Pablo Picasso, Romy Schneider ou encore Golshifteh Farahani ? Comme si ces Français d'origine étrangère n'existaient pas et comme si les migrants n'existaient pas non plus. Cachons ces étrangers que nous ne saurions voir ?

Nous avons pourtant une histoire commune à raconter ensemble. Nous la nions et nous complaisons dans le déni. C'est brutal, mais l'assourdissant silence face aux milliers de morts de la Méditerranée ne l'est pas moins. Et il fait de nous des coupables qui détournent le regard.

La lutte que nous menons pour la juste représentation de la diversité défend une compréhension profonde de l'histoire de la France. Sans histoire globale des migrations et des populations variées qui la composent, on ne peut pas prétendre connaître l'histoire de notre pays. On ne connaît pas les histoires du passé ni les histoires du futur, celle que l'on écrira ensemble. La question est au cœur même d'un projet républicain inclusif.

Les Français témoignent à longueur d'année de leur ouverture à toutes les cultures, films après films, Pourtant la tentation xénophobe nous fait perdre de vue le vrai bénéfice à long terme de l'ouverture culturelle.

Notre pays est au défi des origines de ceux qui la composent. Les responsables politiques sont au pied du mur. Soit cette présence est assumée par la narration commune, soit l'explosion sociale reviendra de manière récurrente et tragique, comme l'histoire nous l'a enseigné. Sentiments d'injustices, regain de xénophobie, bouffées machistes, intolérance religieuse, et chaos social nous enfermerons dans un cercle vicieux régressif.

Les populistes auront gagné une bataille culturelle en installant un paradigme qui opposerait les peuples et les nations, les tribus et les races. Si nous, élites créatives, ne sommes pas capables de renverser la vapeur nous aurons perdu la bataille de la cohésion dans la diversité. La bataille du bonheur à faire société.

Nous aurons perdu l'opportunité de ré-enchanter la communauté française. De réaffirmer notre destin dans le monde et de donner une place à tous nos compatriotes, qu'ils soient originaires d'outre-mer comme le furent Aimé Césaire ou d'europe comme Marie Sklodowska Curie et Ivo Livi (dit

Yves Montand) ! Comme le sont Omar Sy d'origine sénégalaise, franco-marocaine comme Leila Slimani, congolaise comme Alain Mabanckou ou chinoise comme François Cheng.

Le magnifique symbole de transmission entre générations que représentent François Cheng, académicien, et sa fille Anne Cheng, professeure au collège de France, exprimant à la quintessence l'apport de la multiplicité d'origines à la France.

La diversité est une chance pour la France et la France est une chance pour la diversité ! Représentons-la vraiment. Montrons-la vraiment à l'écran.

Vive la France ! Vive les France !

Entretien avec Réjane Sénac

Entretien avec Réjane Sénac, directrice de recherche CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po-CEVIPOF et enseignante à Sciences Po, elle est aussi une militante engagée sur les questions du féminisme et des discriminations. Dans son dernier ouvrage *Les non-Frères au Pays de l'Égalité*¹, elle dresse un parallèle aux discriminations infligées aux femmes et celles dont souffrent les « non-frères ». Pour Réjane Sénac, « *l'invention de la diversité ne remet pas en cause, mais au contraire réactive en les modernisant l'ordre racialisé et sexualisé* »². Avec brio et précision, elle pose les conditions du changement nécessaire pour que les médias et la création relèvent le défi de nous libérer de l'héritage Republicain pour participer à l'avènement d'une société plus égalitaire.

A.M. Réjane Sénac, vous êtes chercheuse et vous travaillez sur l'égalité entre les femmes et les hommes, mais aussi entre ce qu'on peut appeler, par construction, les blancs et les racisés. Que pensez-vous de la diversité à l'écran, à la télévision ?

R.S. La question de la diversité à l'écran s'inscrit et dit une période charnière où cohabitent des modèles concurrents de ce

1. Presses de Sciences Po, 2017.

2. *Invention de la diversité*, PUF 2012.

qu'est et de qui est la France. Les scénarios, les images vues à la télévision jouent en effet un rôle central en termes de socialisation à ce qui est imaginable et souhaitable. Le financement et la diffusion de séries, comme *Chérif*, *Candice Renoir* ou *Caïn*, déconstruisent les stéréotypes à la fois en diversifiant le profil du héros et par l'usage du second degré. Il est cependant notable que ces séries partagent l'écran avec des émissions qui continuent à faire d'affirmations sexistes, homophobes et racistes des divertissements sous couvert de liberté d'expression et d'humour (cf. l'enquête de l'association des journalistes lesbiennes, gay bi et trans de décembre 2017 portant sur cinq talk-shows¹). Cette dissonance de message est justifiée par les chaînes au nom de la liberté d'expression, du pluralisme, mais aussi par la maturité des téléspectatrices et téléspectateurs. Renvoyer la responsabilité de réguler cette dissonance aux téléspectateurs à travers le pouvoir de l'audience et des réseaux sociaux, c'est contourner la question de la responsabilité des chaînes à penser et porter une cohérence sur ce sujet. La dissonance actuelle peut être analysée comme l'expression d'une transition qui va dans le bon sens, ou comme une vaccine, au sens de Roland Barthes, permettant au mythe égalitaire et au système inégalitaire de perdurer en lui donnant des allures plus modernes et donc plus acceptables. Dans cette perspective, le fait de porter la diversité dans des séries protégerait les chaînes d'une remise en cause plus globale de leur organisation et de leur programmation.

A.M. Vous insistez beaucoup sur les représentations, vous dites que les inégalités ne sont pas du tout exercées au hasard...

R.S. Le récit de l'exemplarité française comme pays de l'égalité est contredit par la place inégalitaire qu'occupent

1. <https://etude2017.ajlgbt.info>.

les individus en fonction de leurs caractéristiques socio-démographiques. La division horizontale et verticale du travail entre les sexes est en particulier flagrante, aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée. La répartition des rôles est à la fois horizontale, dans la mesure où le type de tâche effectué fait écho aux qualités associées au couple papa/maman, et verticale dans la mesure où cette division sexuée est hiérarchique, l'autorité demeurant paternelle. Cette double division est présente dès l'orientation scolaire. C'est ainsi que si les filles ne sont que 2% dans les filières professionnelles en mécanique, électricité et électronique, elles sont 84% dans les formations paramédicales et sociales. La division sexuée du travail scelle l'imbrication des sphères privées et publiques. En effet, les tâches ménagères et domestiques encore assumées à trois quarts par les femmes sont un frein à un engagement à l'égalité des femmes dans le monde professionnel et politique. Précisons que quand les tâches ménagères et domestiques sont professionnalisées, elles restent en grande majorité effectuées par des femmes, avec une surreprésentation des femmes racisées. Notons de plus la persistance de la ségrégation sexuée des métiers, et une répartition inégalitaire des responsabilités professionnelles ou politiques.

Pourquoi, dans le pays dit des Lumières et des droits de l'Homme, les inégalités sont-elles encore aussi présentes ? Pour le comprendre, il est nécessaire de se libérer d'un récit idéalisé, voire totemisé, de la Révolution française comme victoire de l'égalité. N'oublions pas qu'au moment où la libération de l'obscurantisme de l'Ancien Régime est théorisée, les femmes et les personnes racisées sont laissées dans l'ombre, au motif qu'ils n'ont pas la capacité de s'extraire de l'ordre naturel et donc de prendre des décisions de manière autonome et raisonnée. Le sexisme et le racisme ont pour point commun d'être justifiés au nom d'une essentialisation de l'infériorité des femmes et des « non-blanc.he.s ».

L'édifice républicain français repose sur l'application des principes d'égalité et de liberté à ceux qui sont en position de se définir comme des frères. En creux, cela pose le tabou du meurtre originel de l'égalité pour les « non-frères », au sens de celles et ceux qui sont définis comme n'ayant pas la capacité d'être des êtres de raison et donc des frères en politique, les femmes et les « non-blanc.he.s ».

Au ^{xxi}^e siècle, l'analyse des principes de justification publique de l'inclusion des « non-frères » dans l'espace public, à travers la promotion de la parité et de la diversité, montre que nous ne nous sommes pas libérés de cette dichotomie frères/ « non-frères ». Comme autrefois leur exclusion, leur inclusion est en effet justifiée au nom de leur spécificité et non de leur reconnaissance comme des semblables. Au moment inaugural de la Révolution française, l'égalité a été tuée pour les *non-frères* en naturalisant leur infériorité, faisant d'eux des complémentaires, et non des égaux. Dans une logique symétrique de dépolitisation, les femmes sont renvoyées à leur faiblesse physique, versant négatif de leur « beau » destin maternel et maternant, et les « non-blanc.he.s » à la force de leur physique et de leurs traditions. Au ^{xxi}^e siècle, l'ère de l'inclusion remplace celle de l'exclusion, mais le logiciel de la complémentarité persiste. En effet, en justifiant cette inclusion non pas seulement au nom de l'application du principe d'égalité et de la lutte contre les discriminations, mais aussi de la performance de la mixité, les femmes et les racialisés continuent à être associés à des différences indépassables. Le sexisme et le racisme sont ainsi modernisés et respectabilisés.

Nous assistons ainsi aujourd'hui au deuxième moment du meurtre en série de l'égalité pour les non-frères.

A.M. Vous avez dit : on laisse les non-frères « dans l'ombre », alors que tout le jeu du cinéma et de la télévision, c'est justement de mettre en lumière...

R.S. La question de la performance et de la mise en lumière, ou au contraire dans l'ombre, est fondamentale pour comprendre les conditions d'impossibilité de l'égalité. Les « non-frères » ont été invisibilisés comme acteurs de l'Histoire et des histoires. Au niveau historique, nous sommes dans un moment important où des historien. ne. s, comme Michelle Perrot, Michèle Riot-Sarcey, Patrick Boucheron ou Christine Bard, dénoncent une écriture de l'histoire sans ses femmes, les marginaux, les racisés... L'enjeu est de penser une histoire qui ne soit pas celle des « forts » et des légitimes, mais qui explicite les rapports de pouvoir, de domination, mais aussi d'émancipation. La place donnée aux femmes dans l'histoire officielle, entre seconds rôles et rôles informels, est significative de la manière dont le récit national valide et sert une lecture hégémonique de l'histoire. Le travail d'Eliane Viennot mettant au jour le fait que les femmes n'ont pas été que des conseillères du prince, des maîtresses et des mères, mais aussi des reines est précieux pour comprendre que notre héritage est avant tout celui de l'occultation du rôle des « non-frères ».

Aujourd'hui, on ne peut plus continuer à exclure explicitement les « non-frères » de l'Histoire et des histoires, mais la tentation reste forte de les inclure en tant que complémentaires et non en tant qu'égaux. C'est ce que j'appelle « l'égalité sous condition de performance de la différence », performance au sens à la fois de rentabilité et de mise en scène identitaire. En période de crise, il n'est pas étonnant que de nombreuses études internationales et nationales légitiment les politiques d'égalité au nom de leur rentabilité. Nous pouvons ainsi citer le rapport de France Stratégie de septembre 2016 portant sur le coût économique des discriminations, et dont la conclusion principale est que le coût des seules inégalités d'accès à l'emploi et aux postes qualifiés s'élèverait à 150 milliards d'euros. Dans la même perspective, une étude de la fondation Concorde, relayée en particulier par *le Figaro* dans un article du 30 octobre

2017, affirme que les inégalités salariales envers les femmes entraînent une perte de 62 milliards pour l'économie française. Dans la même perspective, Le 17 octobre 2017, la directrice d'ATD Quart-Monde, invitée sur Europe 1 pour la 30^e journée du refus de la misère, affirme pour convaincre le gouvernement de débloquer des financements, que la lutte contre la pauvreté est un « investissement rentable ».

Le principe d'égalité, censé être premier dans un ordre lexical républicain est ainsi conditionné à la démonstration de sa performance.

AM. Il y a aussi l'idée que c'est une manière de faire avancer les choses pour les déjouer. La représentation est redoutable, on est obligé d'avoir des exemples positifs, des role model, pour casser les stéréotypes.

R.S. L'égalité sous condition de performance de la différence pour les « non-frères » repose sur deux critères. D'une part, la démonstration de la rentabilité, pas seulement économique mais aussi sociale, en termes de paix et de cohésion sociale en particulier. D'autre part, la « performance » est à entendre au sens anglo-saxon de « *perform* », de théâtralité, de mise en scène. Il faut que celles et ceux qui ont été renvoyés à leur différence restent différents et en fassent un atout. L'argument de la plus-value de la mixité repose sur le postulat de la fixité des différences. Si les femmes arrêtent de se comporter comme ce que l'on attend des femmes, c'est-à-dire comme plus douce, conciliante et à l'écoute, il n'y aura plus de complémentarité ou de plus-value liées à une appartenance de groupe. L'argument pour justifier la présence des femmes dans les conseils d'administration est ainsi de l'ordre néo-essentialiste de la plus-value. C'est parce qu'elles sont censées apporter plus de tempérance, qu'elles sont censées participer au consensus, en prenant moins de risque (*risk adverse*) et en étant plus empathiques, qu'elles sont censées apporter autre chose. Elles

sont attendues et acceptées dans le registre du « en tant que », pour jouer le rôle de seconde qui leur est assigné : celui de femme ou de racisé. C'est ainsi qu'une étude très discutable, basée sur un lien de causalité entre le niveau de testostérone associé à la différence de taille entre l'annulaire et l'index et la prise de risque, a été utilisée pour justifier l'adoption de quotas sexués dans les conseils d'administration. C'est du néo-essentialisme.

Afin de ne pas prendre le risque de conditionner l'application du principe d'égalité au registre économique et identitaire de la performance de la différence, revenons à des justifications politiques. Être ni raciste ni sexiste, c'est considérer que les compétences et les talents sont distribués aléatoirement dans la population. Ce n'est pas parce qu'on est un homme qu'on est fort en maths, ou parce qu'on est une femme qu'on est plus forte en littérature. L'association des racisés à des qualités de force et des « blancs » à une plus grande appétence à la stratégie, à la réflexion se situe dans un même registre essentialiste et ceci même si cela justifie l'inclusion et non l'exclusion. Rappelons que c'est cette typologie qui était au fondement des quotas discriminatoires officiels de la Fédération Française de Foot (enquête de Mediapart fin avril 2011), selon laquelle consigne aurait été donnée par la Direction technique nationale de limiter à 30% le taux de jeunes footballeurs français d'origine africaine ou maghrébine lors des épreuves de sélection.

Les « non-frères » qui réussissent à rentrer dans des sphères de représentation, de pouvoir, qu'elles soient économiques, politique ou médiatique, sont certes des exemples qui démontrent que cela est possible, mais ils ne cassent pas le système d'assignation et de domination. L'effet pervers pouvant même être de participer au retournement de responsabilité du type « si elle a réussi cela prouve que celles et ceux qui veulent peuvent réussir ». De plus, le résultat est que certes ils sont présent.e.s, mais que la division horizontale et verticale

du travail persiste. Prenons l'exemple du gouvernement, il est paritaire en termes quantitatifs, mais ne correspond pas à un partage égal du pouvoir et des places. Les numéros un restent des hommes (chef d'Etat, chef de gouvernement, président des deux chambres parlementaires) et les délégations sont réparties sur le modèle papa/maman : les hommes à l'Intérieur, aux Finances, les femmes aux affaires sociales, à la santé, à la famille. La répartition des délégations d'adjoint dans les mairies (aux hommes les finances et aux femmes le social) montre que le registre de l'inclusion est celui de la complémentarité, de la politique autrement et non de l'égalité.

A.M. Il y a quand même une figure féminine sur un ministère régalien, celui de la défense

R.S. Certes, mais la défense est une compétence partagée avec le chef de l'Etat, où le chef de l'Etat sera le décisionnaire en dernier ressort. La ministre actuelle est d'ailleurs ministre aux Armées en sachant que le chef de l'Etat est le chef des armées. Le ministère de l'Economie et des Finances est un ministère qui me semble beaucoup plus stratégique.

Le sujet est : comment entrer dans des logiques d'indifférence aux caractéristiques sociodémographiques, en particulier au sexe et à la couleur de peau. Pour répondre à cette question, il est d'abord nécessaire de faire la lumière sur ce qui est mis en scène aussi bien sur les écrans que dans les élites économiques et politiques. Sans politique volontariste, on court le risque de voir le système se reproduire à l'identique sous des formes plus modernes bien sûr. Je considère donc qu'il faut mettre en place des actions positives, mais en évitant une argumentation du type « la diversité, c'est bon pour le business », « la mixité est une valeur ajoutée », « les femmes font de la politique/du management... autrement ». La seule motivation compatible avec l'égalité, c'est la lutte contre les discriminations. Si on adhère à l'idée d'une répartition

aléatoire des compétences, logiquement, s'il n'y a pas de discrimination, les élites économiques, politiques, médiatiques [...] devraient être composées d'autant de femmes que d'hommes, et de manière proportionnée de personnes dites de couleur, des personnes en situation de handicap, de personnes d'origine populaire... Si ce n'est pas le cas, et ce n'est pas le cas, cela veut dire que des discriminations, avant tout indirectes et systémiques, sont à l'œuvre. Il faut donc se donner les moyens de les remettre en cause.

L'option consistant à « colorer et féminiser un peu l'écran », ou la classe économique et politique, sans réfléchir à ce que cela porte en termes de conception de ce qui est juste dans la société française, est une option qui est de côté de la bonne conscience et non du changement. Réfléchir plus profondément aux scénarios comme dans *Chérif*, être dans une logique de responsabilité vis-à-vis de ce que l'on contribue à forger dans l'imaginaire collectif, c'est déjà se situer dans la participation à la construction d'un autre modèle.

A.M. Il y a en effet une série à succès, *Chérif*, incarné par le représentant d'une minorité. Comment faire pour aller plus loin alors que les responsables nous disent « ça a rempli le quota c'est bon » ? Nous rêvions d'un modèle de représentation qui s'équilibre au lieu de ça nous avons un maintien du statu quo que l'on accepte tacitement...

R.S. La question de la responsabilité est complexe. Individuellement, on expérimente tous plus ou moins des dominations, et dans une logique individuelle, on bricole. Je pense qu'il faut être indulgent et humble vis-à-vis des bricolages individuels, et exigeants et lucides vis-à-vis de la cohérence politique. Ma position sur le voile en est un exemple. Je considère le voile comme l'expression d'un système de domination où les femmes sont renvoyées à leur nature prétendument impure et tentatrice à soumettre pour qu'elle ne mette pas le désordre.

Le voile, parce qu'il est une injonction asymétrique (si les hommes avaient aussi à se voiler cela dirait autre chose), est le signe d'un système patriarcal et sexiste, sous couvert de religion ou de tradition. Mais dans le même temps, je ne vois pas de quel droit je dirais que toutes celles qui portent le voile sont dans une logique de soumission. Il est possible individuellement de se réapproprier les signes de soumission pour en faire une voie d'émancipation individuelle. Pour autant, porter le voile individuellement de manière libre ne remet pas en cause la réalité d'un système de domination qui se dit aussi dans l'injonction à porter le voile pour être conforme, légitime.

Nous avons hérité d'une société française qui est d'autant plus compliquée à déconstruire que notre récit national a un scénario à faire pâlir d'envie tout Hollywood. La dimension sacrée de ce scénario est incarnée par notre attachement à la devise « Liberté, Égalité, Fraternité », aux droits de l'Homme, à la philosophie des Lumières. La conséquence, c'est qu'interroger le sens et la portée de cette devise, en particulier en posant la question de ce que recouvre le terme de fraternité, c'est s'attaquer à un édifice politique totémique. La dénonciation des contradictions au cœur même du récit égalitaire oblige le récit républicain à ne plus être complètement au premier degré. Le contre-récit met des brèches et est dans le récit. Pour autant, pour prendre une métaphore psychanalytique, le *Moi* de la société française est en tension entre un *Surmoi* égalitaire de l'ordre du mythe fondateur et un *Ça* inégalitaire de l'ordre de l'héritage inavoué mais opérant. Je qualifie cet héritage tabou d'hétéro-sexisme racialisé constituant. Il est encore au cœur de notre logiciel, et ceci même s'il y a des signes de changement. L'enjeu est que ce changement ne se réduise pas à du tokénisme...

A.M. Le risque est bien que les quelques représentations incarnant cette diversité ne soient que des alibis, des jetons

alibi comme on le dit aux USA, qui cachent les inégalités. Comme le disait Azouz Begag « l'Arabe qui cache la forêt ».

R.S. Le terme de tokénisme a d'abord été utilisé pour dénoncer les limites des pratiques américaines d'actions positives, en particulier le fait de mettre dans les séries un représentant des minorités ethniques. Ce qui est critiqué à travers l'usage de ce terme c'est le fait que les acteurs afro-américains, comme Eddie Murphy par exemple, sont utilisés comme des jetons alibis, des « trompe-l'œil » qui cachent les inégalités persistantes entre les Américains en fonction de leur couleur de peau et leur origine. Le tokénisme permet d'éviter de se situer sur le registre de la responsabilité collective des inégalités pour la renvoyer à une responsabilité individuelle. Les personnes promues, à l'écran comme dans les élites, deviennent alors des pions à qui on fait dire en substance « vous voyez, il y a de l'égalité, puisque ceux qui veulent peuvent, regardez Karine, Chérif, Obama... Donc ceux qui ne réussissent pas, c'est parce qu'ils ne le méritent pas, ils n'ont qu'à se bouger ». On renverse alors la responsabilité et cela ne change pas complètement le système, voire ça le valide : « vous voyez, on a un système ouvert, la preuve il – ou elle – est arrivé.e là. S'ils veulent y arriver, les jeunes des banlieues n'ont qu'à se prendre en main », ou « l'égalité femmes-hommes bien sûr, mais c'est elle qui ne veut pas du pouvoir ou de certains emplois, c'est leur goût, leur choix ». Non seulement la responsabilité est renversée, mais on ne se met plus au niveau du système, on revient au niveau individuel. Un message implicite se dessine alors : « le système n'est pas en cause, la preuve, il y en a certains qui réussissent ».

Si on prend l'exemple des débats sur la mémoire et la repentance, ils sont discrédités au motif qu'ils sont malvenus, voire dangereux, en période de crise. L'injonction est de se comporter en winners, et pour montrer que la France est belle, comme les Lumières, il faut s'inscrire dans un récit de

l'exemplarité. Nous sommes ainsi paralysés par l'idée que notre histoire mythifiée est notre plus grand atout et ceci même si preuve a été faite que ce récit cache mal qu'elle a été fondée sur le sexisme, l'hétéro-normativité, le racisme... C'est la peur du désordre et de la perte de repère qui l'emporte. Et elle l'emporte sur quoi ? Sur notre capacité à vivre à la hauteur de nos idéaux et donc à les appliquer réellement.

A.M. Selon vous les médias participent à ce contrôle social ?

R.S. J'emprunte ici un terme foucauldien pour dire que le pouvoir s'exerce aussi et avant tout sur les corps à travers leur contrôle et leur dressage afin qu'ils soient conformes aux rôles que l'on attend d'eux dans un modèle dominant/dominé. Ce pouvoir s'opère à travers une socialisation aux acteurs multiples. Les médias en font partie avec la famille, l'école, la publicité... Chacun à leur manière, ils participent au contrôle social. Les débats sur le harcèlement sexuel et la prétendue spécificité française de la drague, de la galanterie, voire de la liberté d'importuner, permettent de prendre conscience que le dressage des corps à la soumission, comme pouvoir des dominants sur les dominés est intériorisé, appliqué au quotidien. Des stratégies de contournement, qui sont aussi des formes d'acceptation de l'inacceptable, font que les femmes renoncent à porter une jupe ou à aller dans tel espace, tel lieu pour se protéger de potentielles agressions. Ce système biopolitique est d'autant plus fort qu'il se reproduit de manière plus ou moins consciente, sans mais aussi avec nous et cela malgré nous.

A.M. Les représentations sont intériorisées par les minorités comme je l'ai vu plusieurs fois dans les castings. Comment faire pour que les futures générations n'ayant pas eu de représentations réussissent à se reconnaître dans les

médias ? En quelque sorte comme vaincre ce contrôle social et changer la tonalité du système ?

R.S. Ce que vous dites me fait penser aux propos de la philosophe américaine Nancy Fraser. Pour elle, penser et porter l'égalité comme principe de justice exige que l'on entremêle le registre économique, culturel et politique. Le registre économique recouvre la dimension de la redistribution des places, des capitaux. Tant qu'on a des inégalités économiques et sociales, l'inégalité perdure. Se pose la question de la présence des femmes, ou plus largement de ce que j'appelle les « non-frères », à toutes les places sans distinction. C'est le registre classique de la classe.

Deuxièmement, pour être égal.e, il ne suffit pas d'être à un poste – de responsabilité ou pas, il faut être reconnu.e comme un pair et non pas « en tant que ». Alors qu'un homme blanc n'est pas là pour représenter les hommes blancs, ceux qui sont là « en tant que » sont toujours en dissonance parce qu'ils doivent à la fois remplir le rôle qu'on attend d'eux en tant que femme, en tant que minorité quelle qu'elle soit (musulmane, « arabe », « noire »...), et en même temps le rôle qui est celui associé à leur fonction, leur métier, leur mandat. C'est le registre du statut et de la reconnaissance.

Troisièmement, le versant politique correspond au fait que nous ne serons des égaux que si chacun individu, quelles que soient ses caractéristiques, est en position de changer les règles du jeu. Tant que les « non-frères » sont acceptés dans le jeu sans être en position d'en changer les règles du jeu, elles jouent dans un système qui a été pensé sans eux et qui leur assigne à une place de second.e. Or, si l'on regarde la place qui est faite aux femmes ou aux racisés, elle ne leur permet pas de changer les règles du jeu. Ils doivent se contenter d'être contents d'être tolérés, en jouant avec les cartes qu'on leur concède, qu'on trouve légitimes pour eux. Et s'ils/elles dérogent, ils/elles n'ont pas d'autre choix que de sortir du

système. La démission de Rama Yade de l'UMP après avoir refusé une circonscription aux législatives parce qu'elle refusait d'être associée à une population pour des raisons de racialisation. Elle, la fille de diplomate, administratrice au Sénat, la couleur de peau était en effet la seule chose qui la faisait ressembler à la population de cette circonscription de banlieue parisienne. En sortant du système, elle s'est considérablement compliqué la vie. C'eut été plus simple pour elle d'avaler la couleuvre, d'être députée et de faire ce qu'elle voulait ensuite. Mais elle a refusé d'être là « en tant que ».

En France aujourd'hui, parmi ceux qui sont en position de déterminer le cadre – au sens de règle du jeu, il n'y a pas de non-frère. Citons deux exemples. Lorsqu'en 2013, pour la première fois dans l'histoire du journal, une femme, Natalie Nougayrède, est élue à la direction de la rédaction du *Monde*, c'est en tandem avec Louis Dreyfus, président du directoire depuis 2010. Dans la même logique, à l'issue de l'assemblée générale d'Engie du 4 mai 2016, Isabelle Kocher devient la seule femme à diriger un groupe du CAC 40, mais le PDG sortant, Gérard Mestrallet, est nommé président non exécutif. La nomination de ce dernier a beau ne faire l'objet que d'« *une rémunération symbolique* », comme la ministre en charge de l'énergie, Ségolène Royal, l'a précisé dès février 2016, elle n'en témoigne pas moins, de façon tout aussi symbolique, du maintien des femmes dans un rôle de complémentaires incapables d'être des personnes de pouvoir à part entière. Alors que leur exclusion était auparavant justifiée au nom de leur irrémédiable imperfection, leur inclusion continue à se faire sur le registre de l'incomplétude.

Ainsi, dans ce moment qui est celui de l'inclusion des « non-frères », il y a une ruse de l'histoire qui modernise le logiciel de leur complémentarité. Il y a une forme de réappropriation néo-essentialiste et néo-libérale des revendications égalitaires. Paradoxalement le féminisme par exemple est à la fois politiquement correct puisque tout le monde – ou

presque – s'en revendique (même Marine Le Pen) et subversif si l'on se penche sur ce que cela signifie et implique. La vision optimiste est de dire que cette réappropriation change le système et que ces brèches peuvent entraîner un basculement... ou pas. Pour que ce basculement ait lieu, il faut être conscient de ce que l'on fait. Il faut admettre que ceux qui ont le plus de poids théorique en termes d'héritage et de capitaux, ce sont ceux qui résistent au changement profond. Il faut avoir conscience que le *mainstream*, n'est pas du côté de la transformation. La dialectique hégélienne est intéressante car elle permet de penser ce moment de changement où les dominés réussissent à se libérer parce qu'ils sont dans le mouvement, dans la vie. Le but n'est pas qu'ils deviennent les dominants mais qu'ils permettent de faire émerger une société d'individus autonomes.

Dans « *Politique de l'Amitié* », Derrida explicite le dilemme consistant à devoir habiter les catégories de la domination pour s'en libérer. Dans un premier temps, on est obligé de jouer dans le système. Concrètement, cela signifie que dans le court, voire moyen terme, les politiques d'actions positives, les quotas sont nécessaires pour avancer. Même si on sait que les catégorisations de sexe et de racialisation sont des fictions politiques, on est obligé de les prendre en compte pour diagnostiquer les discriminations et mettre en place des politiques de compensation. Cependant, pour que ces politiques les déconstruisent, il faut qu'elles soient justifiées au nom de l'égalité et non de la complémentarité.

En ce qui concerne le rôle des médias, à force de financer et de diffuser des séries comme *Chérif* ou *Cain*, on change la tonalité du système. L'enjeu est que les réflexions à connotation discriminatoire (sexistes, homophobes et/ou racistes) deviennent incongrues. En attendant, il faut rester lucide et humble, et mesurer le chemin encore à parcourir vers l'égalité. Il ne faut pas y aller la fleur au fusil en se disant « c'est super il y a *Chérif* en *prime time* c'est la victoire ! »...

A.M. L'acteur noir, ou le réalisateur noir ou le businessman noir qui réussit, aura sans doute influencé les imaginaires mais est-ce qu'on peut dire qu'il a transformé les choses ?

R.S. Bien sûr qu'il change des choses, mais je suis sûre qu'ils ne sont pas dupes des résistances et du rôle que l'on peut avoir la tentation de leur faire jouer. Cela revient à ce que l'on disait sur le tokénisme, l'enjeu est de ne pas être instrumentalisé pour innocenter le système : « Vous voyez lui, il a réussi, si vous ne réussissez pas, c'est que vous ne le méritez pas ». L'égalité n'est pas une réalité, c'est une bataille, et pour la gagner, il faut être conscient qu'au-delà du politiquement correct, il n'y a pas consensus sur ce que recouvre le principe d'égalité.

Reprenons à la racine : l'enjeu de savoir ce que dit et implique l'attachement au principe d'égalité. L'opposition à l'ouverture du mariage civil aux personnes du même sexe, ainsi qu'à la rénovation de l'école, a eu pour atout de rendre visible les divergences entre ceux qui défendent un modèle de la complémentarité et ceux qui portent un modèle de l'égalité comme droit à l'indifférenciation. Pour avancer, il est essentiel de réussir à lever les masques sur nos divergences dans ce que l'on juge juste. Cela permet de se situer dans ce que Chantal Mouffe appelle la démocratie agonistique au sens où nous pouvons débattre sur des positions que nous reconnaissons comme antagonistes et irréconciliables.

Dans une approche arendtienne, je me situe dans une lecture du principe d'égalité considérant que l'enjeu est que chacun.e puisse s'imaginer et imaginer l'autre comme un.e semblable. Cela ne signifie pas qu'il faille appréhender l'égalité comme un principe idéalisé et éthéré. Les différences de situation doivent en effet être prises en compte pour éviter de reproduire des discriminations structurelles s'exprimant de manière directe ou indirecte.

AM. Vous dites que l'égalité est une mythologie...

RS. Nous sommes les héritiers d'un double mythe, celui de l'égalité et de la complémentarité. Historiquement, nous avons été façonnés par une complémentarité *exclusive* pour les « non-frères », on est désormais dans une complémentarité *inclusive*. Ce n'est toujours pas l'égalité, mais de l'équité au sens d'un principe de justice qui légitime de traiter différemment des gens au motif qu'ils sont différents et non au motif qu'ils subissent des discriminations. On a tendance à oublier que cela peut justifier que les femmes aient des droits inférieurs par exemple.

Les récents événements sont intéressants... À travers les réseaux sociaux qui autorisent un contre-récit médiatique et créent un nouvel espace où les individus prennent la main, les campagnes #metoo et #balancetonporc bouscule l'impunité de la biopolitique sexiste.

A.M. Justement, est-ce qu'il faut faire #balancetonraciste » aussi ?

RS. La différence, il me semble est que le politiquement correct est différent pour le racisme et le sexisme, en particulier le harcèlement sexuel. Pour le harcèlement sexuel, nous en sommes encore à l'étape d'une mise en visibilité et du questionnement sur la qualification juridique de cette réalité. Il est intéressant que la libération de la parole sur le net ait débouché sur une augmentation de 30% des plaintes pour violence de genre. Comme souligné en particulier dans un rapport pour le Défenseur des Droits auquel j'ai contribué sur la faible application du droit antidiscriminatoire, il est essentiel de prendre le droit au sérieux pour faire advenir l'égalité.

Concernant la tolérance non seulement sociale, mais aussi juridique, au sexisme la relaxe du rappeur Orelsan, par la cour d'appel de Versailles le 18 février 2016, est révélatrice.

Dans les motifs invoqués par la Cour d'appel de Versailles, les juges rappellent que « le domaine de la création artistique, parce qu'il est le fruit de l'imaginaire du créateur, est soumis à un régime de liberté renforcée. » Ils poursuivent en précisant que « ce régime de liberté renforcé doit tenir compte du style de création artistique en cause, le rap pouvant être ressenti par certains comme étant un mode d'expression par nature brutal, provocateur, vulgaire voire violent puisqu'il se veut le reflet d'une génération désabusée et révoltée. »

L'incitation à la haine et à la violence est ainsi acceptée au motif qu'elle serait une catharsis sociale. Dans une société française où plus de 100 femmes meurent tous les ans sous les coups de leurs conjoints ou ex-conjoints, ce type d'argument incarne la persistance de l'impunité des violences envers les femmes.

A.M. C'est la persistance des stéréotypes sur les femmes et les minorités qui ont été intériorisées et qui interdisent d'imaginer des personnes de couleurs en position d'autonomie.

R.S. Cela me fait penser au concept de « liberté de non-domination » développé par Philip Petit. Quand on vient d'une classe de vulnérabilité, par le sexe ou l'origine qu'on vous assigne vos actions et de votre légitimité seront jugées avec ce prisme. Les choix politiques du président Obama ont ainsi été jugés au regard de son renvoi au fait qu'il était le premier président noir des Etats-Unis. Les Républicains ont ainsi développé une opposition plus forte à ses choix.

Dans la même perspective, la légitimité des femmes dans des postes de pouvoir est recodée dans un registre compatible avec les qualités d'empathie et d'écoute qui sont censées être les leurs. Cette assignation est présentée comme un atout, un levier de renouvellement et d'innovation, mais elle est aussi et avant tout un piège dans la mesure où elle est incompatible avec le fait d'être en réelle position d'autonomie et de

pouvoir. Pour être reconnu comme un numéro un légitime, il faut être reconnu comme ayant la capacité de trancher, de défendre un choix même s'il n'est pas populaire. Cela demande la reconnaissance d'une autorité qui ne soit pas la résultante d'une délégation de parole, mais d'une compétence propre. Si les numéros un en France sont quasiment que des frères en France en 2018, c'est parce que les « non-frères » sont encore perçus comme des individus seconds car pas complètement en capacité d'autonomie. Même si cela est inconscient, ce qui se joue c'est la survivance d'un héritage historique et théorique où leur laisser le dernier mot, c'est prendre le risque d'un désordre. Les femmes sont ainsi encore très peu en position décisionnaire et quand elles le sont on attend d'elle qu'elles soient de faux numéros un, en étant dans la concertation, le *care*... Cela pose au moins deux problèmes : celui de la persistance de stéréotypes sur les femmes et sur les dirigeants et celui de l'incompatibilité entre ces deux stéréotypes.

Je reviens à Petit et son analyse de la centralité de la liberté de non-domination qui correspond à une absence de domination. Cette analyse permet de comprendre qu'il est artificiel d'opposer liberté et égalité car pour être libre il faut être égal au sens où il faut ne pas être dominé par un plus légitime ou un plus fort que soi. Tant qu'on n'est pas considéré comme un égal, notre action ne peut pas être complètement libre parce qu'elle va être conditionnée et lue à l'aune de ce que l'on attend de nous. Tant que l'on sera assigné à des identifications de groupe dans un registre dominant/dominé, on ne pourra pas s'en sortir...

A.M. On oublie trop souvent que la République à son origine est marquée par le diptyque « Liberté, égalité ». Il n'y a pas de fraternité...

R.S. Le troisième terme de la devise républicaine, la Fraternité, a été sujet à discussion en effet. Il est essentiel car

il désigne le « qui » et le « quoi » du politique. La construction d'un « nous politique » doit-elle se faire dans le cadre du logiciel de la famille ? Si oui, il faut remplacer « fraternité » par « adelphité » si nous ne voulons pas exclure les sœurs, mais ne devons-nous pas construire la solidarité en dehors de tout modèle, et donc de toute analogie avec la famille ? Dans ce cas, la devise devrait être « Liberté, Egalité, Solidarité ».

C'est très intéressant de poser la question du rôle des médias dans l'avènement de ce « nous » libéré de l'héritage fraternel.

Je trouve que les séries du type de *Chérif* ou *Candice Renoir* ont un niveau d'intelligence bien supérieur aux autres séries. On ne peut pas être médiocre. Quand on déconstruit, par définition, on est en méta, obligé d'être fin, contraint au décalage avec le *mainstream*. Dans *Chérif*, il y a des jeux de mots, des mises en abîme... Ce genre de programme parie sur l'intelligence et la complexité. Il mise sur la capacité de critique et d'humilité des gens qui regardent. Il les tire vers le haut. Quand on regarde ce genre de séries, on est renvoyé à ses propres stéréotypes, on accepte d'être dérangé. Cela montre bien qu'il y a différentes manières de concevoir le rôle des médias, des journalistes et des programmes. Pensée de manière intelligente et ambitieuse, la programmation télévisuelle peut ainsi participer de l'avènement d'une société plus égalitaire et donc plus stimulant et juste.

Entretien avec Lionel Olenga, Mathieu Viala et Stéphane Drouet

La réussite de *Chérif* tient à une rencontre exceptionnelle. D'un côté un scénariste, Lionel Olenga, métisse, ancien officier des douanes. De l'autre deux producteurs associés, Mathieu Viala et Stéphane Drouet, sensibles à ces questions qui assument simultanément la nécessité de diversifier les histoires et les héros tout en se pliant aux exigences d'audiences. Ensemble, ils ont réussi à raconter une histoire universelle à succès. Cette série emblématique montre qu'il est possible de réussir une alliance de contraires qui aboutit à des histoires universelles, touchant toutes les générations, et qui font avancer les représentations.

« Ne vous refermez pas sur les problématiques de couleurs, faites en sorte d'écrire de manière à ce que les castings puissent s'ouvrir à la diversité, mais surtout, en premier lieu écrivez de bonnes histoires ! ».

A.M. Lionel, quels sont les héros qui ont nourri votre imaginaire d'enfance et, après une première carrière d'officier des douanes, vous ont poussé à devenir scénariste et vous ont amené à écrire pour la télévision ?

L.O. Je suis né à Amiens, avec aucun contact dans le milieu de la télé. Mais depuis que je suis enfant, mon frère et moi avons été élevés par ma mère, j'ai été souvent malade lorsque j'étais jeune. Je regardais beaucoup la télé quand j'étais chez

ma nourrice. À l'époque il y avait *Starsky et Hutch* et *Amicalement vôtre*, et j'ai grandi avec ces séries.

J'ai vécu dans un HLM, quand vous vivez dans un endroit comme ça, que vous n'êtes pas particulièrement malheureux mais quand vous allumez la télé vous voyez des hommes qui ont des bagnoles extraordinaires vous en rêvez.

Quand j'étais tout jeune, j'ai eu une discussion avec ma mère sur le type de héros que j'aimais. Par contre je n'ai pas eu vraiment de phase où j'ai vécu le racisme, à part peut-être au collège mais l'humour était ma force, comme Curtis dans ma série préférée *Amicalement vôtre*, donc je m'en suis servi toute ma vie.

J'écrivais déjà des histoires, les premières c'était quand j'avais 10-11 ans, j'ai réfléchi à l'époque car une série m'avait beaucoup marqué quand j'étais enfant *les Bannis*, série remarquable dans le sens où ça se passait juste après la Guerre de Sécession. C'était l'histoire d'un ancien propriétaire sudiste (propriétaire d'esclaves) qui avait tout perdu, il s'est associé avec un ancien esclave qui lui avait été affranchi. Ce qui était extraordinaire c'est qu'ils étaient tous les deux détestés par le reste du monde. Ils étaient obligés de se serrer les coudes et finalement de surmonter l'adversité et leurs différences. J'aimais bien cette série car il y avait l'acteur Otis Young qui gagnait ses bagarres. Dans beaucoup de séries que je regardais, les noirs étaient des violeurs, des dealers ou des choses comme ça et il y avait de temps en temps des héros noirs mais c'était très rare.

Je me suis toujours dit que j'ai grandi dans un milieu très blanc car j'ai été élevé seul par ma mère et je n'ai jamais côtoyé ma famille africaine, à l'école j'étais le seul métis sur trois cents, quatre cents, cinq cents enfants...

Quand Sonia Rolland a publié sa lettre pour lutter contre le FN, cela a résonné et m'a rappelé ma jeunesse.

Je voulais être flic à cause de *Starsky et Hutch*. C'était une façon de me dire, être policier c'est avoir la carte bleue,

blanc, rouge, ça représentait quelque chose pour moi, mener des enquêtes, c'est un mélange de tout mon imaginaire d'enfance.

De l'autre côté j'écrivais. J'ai fait l'Institut d'Arts car il y avait de l'audiovisuel, je n'avais pas les moyens de venir à Paris, c'était très compliqué de payer une école de cinéma mais en grandissant je regardais la télé et ça m'a appris une chose : une série policière s'écrit en quatre actes et un épilogue. Toutes les séries sont construites de la même façon.

Les histoires que j'écrivais à l'époque comportaient déjà ça, toutes les contraintes inhérentes aux séries télé je les connaissais très tôt.

J'ai commencé à proposer mon premier projet de série juste après le lycée, c'est une série fantastique mais je n'avais pas de réponse des boîtes de production car je n'avais pas de contacts et mes collègues quand j'étais aux douanes regardaient la série *Avocats et associés*. Je détestais les séries françaises car je les trouvais mal faites.

Je me suis alors dit qu'on pouvait faire quelque chose comme ça sur Antenne 2 à une heure de grande écoute et qu'il fallait peut-être arrêter d'avoir ce regard un peu simpliste et dégager tout d'un revers de la main, et qu'enfin je m'intéresse à ça. Quand il a été question que notre unité ferme à cause de la réorganisation des services, là je me suis dit qu'on allait reposer des choses à cette boîte de production.

A.M. Vous dites que vous écrit le personnage de Chérif, officier de police, sur votre expérience d'officier des douanes. C'est un personnage miroir, faut-il avoir vécu l'expérience de cet officier métisse pour pouvoir écrire de manière intime cette histoire ?

L.O. C'est vrai, très vite, j'ai écrit sur un personnage qui me ressemblait, une sorte de « personnage miroir ». Ce n'était vraiment pas ma volonté au début, je n'étais pas le point de

départ. C'est venu progressivement parce que finalement, c'est plus facile de parler de ce qu'on connaît.

Ma mère nous a élevés seule. L'idée de ce que représentaient les forces de l'ordre, la police a été très présente dans ma vie. La série et le personnage découlent aussi de cela.

Il faut toujours inscrire son propre parcours dans l'universalité. C'est comme les histoires américaines qui nous touchent tous. Pour *Chérif*, c'est quand on le voit avoir peur de voir grandir sa fille. C'est un sentiment universel. Le personnage naît de la rencontre de ce que l'on est, en tant que scénariste, et de problématiques universelles, comme affronter l'absence d'un père par exemple.

Je suis monté au fur et à mesure dans la série. Au début j'étais scénariste, co-créateur, directeur de sélection c'est-à-dire chapeauter l'écriture de tous les textes et depuis deux ans je suis producteur artistique en plus de la série.

A.M. C'est votre rencontre avec Stéphane Drouet qui vous lance dans la production de *Chérif*. Comment vous lancez-vous et pourquoi ?

M.V. C'est le résultat de la rencontre entre Stéphane Drouet et Lionel Olenga.

S.D. On avait déjà travaillé avec Lionel Olenga sur *Empreintes criminelles*, une série sur la police technique et scientifique dans le Paris des années 1920. Ensuite, on a eu envie de recréer une série policière et on cherchait un héros un peu différent. Dès 2009, on a commencé à réfléchir à la représentation de la diversité. Alors quand il y a eu appel à projet de France 2, nous avons rendu un pilote dialogué et proposer un nouveau concept. Ce qui me sautait aux yeux, c'est que dans les idées que je recevais à époque, en tant que producteur de série policière avec un héros récurrent, il n'y avait jamais vraiment de proposition de héros issu de la diversité, pas du tout. Alors, pour être différent, et pour montrer, justement ceux qui ne

sont pas assez représentés, on a proposé *Chérif*. On a fait le pari que si moi je n'en recevais pas beaucoup – quasiment jamais – France Télévision non plus. Et ça n'a pas loupé. Ça n'a pas été la chose qui a fait la différence, peut-être, mais en tout cas ça a été un élément important je pense.

A.M. C'est donc un acte conscient qui est une valeur ajoutée à vos yeux par rapport à une histoire policière. Mais comment avez-vous réussi l'exploit de mettre un Maghrébin, flic, charmant, cool dans un commissariat en prime time sur France 2 ?

L.O. On a commencé par décrire la série qu'on voulait faire : une série policière, un personnage solaire, des clins d'œil aux seventies et aux séries américaines. Dans notre série, on imaginait beaucoup de scènes en hôtel de police et l'air de rien, même s'il y a nos héros, nos personnages, etc. Il y a aussi tout un tas de vie de commissariat.

Si l'on revient aux origines de la série, au début l'idée était de proposer, après un appel d'offres de France 2 pour la case du vendredi soir, une histoire policière avec trois niveaux d'enquête : les uniformes, les mecs en civil et le patron. La problématique des policiers en France n'est pas la même en fonction des grades. Ils ont tous des problématiques différentes. Et puis pour des raisons de différenciation, on a cherché un personnage qui n'avait pas encore été fait. Un Maghrébin flic dans un commissariat, ça n'avait jamais été fait.

En fait, au début on a commencé en se disant que l'on voulait que ce soit un mec cool, bien dans ses baskets. Parce que j'ai bossé sur des séries dures et sombres, et là on voulait aller dans une autre direction. Je suis un grand fan d'*Amicalement vôtre* et de toutes ces séries décontractées dans la vie. On se disait qu'on voulait un personnage charmeur, cool et c'est comme ça que l'on a commencé à construire sur ces caractéristiques de flic. Il a fallu se demander ensuite quel

type de personnage on voulait, d'où il vit, etc. Et c'est là que Stéphane a eu cette idée et je me suis dit « évidemment ».

On a fait cette proposition à la chaîne se disant que nous avions une cartouche à jouer. On a envoyé le texte à France 2, à la première réunion en 2012-2013 (Le Pen montait déjà) France 2 nous a dit OK.

Commencent toutes les discussions et c'est ça qui est intéressant, fort de mon expérience, la première chose que l'on me dit c'est « comment vous allez traiter le fait que ce personnage soit d'origine maghrébine et qu'il soit flic ? ». J'ai répondu qu'au final lorsque l'on a sa carte bleu blanc rouge c'est comme si on faisait partie d'une famille. La question de l'origine ne se pose pas. Ça m'est arrivé de tomber sur des racistes car dans la vie il y en a, ça existe. Nous avons dit qu'il fallait le jouer de manière ponctuelle quand, au cours des enquêtes, ça va arriver comme dans le premier épisode, par exemple. On joue sur ce genre d'effets. Amener les choses ainsi, ça permet de dire des choses autrement.

Lorsque l'on a casté pour le rôle principal, je cherchais quelqu'un avec l'œil souriant car je savais que l'on pourrait s'amuser avec ce regard un peu moqueur et malicieux.

Pour France 2, cette proposition différente a été un vrai plus. On a été mis en face de personnes qui croyaient à cette différence marketing mais aussi à la visibilité des minorités. À ce moment-là, TF1 disait ne pas vouloir faire de « comédie policière ». Au fond, je crois que même maintenant le succès de *Chérif*, comme de *Constance Renoir*, ne parle pas du tout à TF1. Ils n'ont pas l'impression que leurs téléspectateurs viennent chercher cela sur TF1.

A.M. Est-ce que l'apparition de la diversité relève de l'écriture du scénario ?

L.O. Oui, mais pas seulement. Plus tard, nous avons fait le constat que dans la vie de commissariat qu'on décrivait,

mécaniquement, on reproduisait un schéma dominant : flics blancs qui interrogent des gens de couleur et je l'ai vu dans les épisodes. Il n'y avait pas de volonté particulière, le deuxième assistant organise la figuration, il fait ça toujours au mieux en suivant les directives du réalisateur qui se focalise lui sur ses comédiens principaux. Il faut organiser de la vie tout autour et donc le second organise tout ça en faisant appel à une dizaine de figurants et en donnant des consignes.

À un moment donné lors de la saison 2, on a écrit une scène avec deux dealers qu'on avait appelés Greg et Didier. Et pourtant, malgré ces prénoms franco-français, lors des castings, ils ont choisi deux personnes d'origine maghrébine. On a donc dû changer leurs noms, parce que ça ne collait plus, et pourtant nos personnages s'appelaient Greg et Didier. Il y avait un souci. On nous a répondu, et sans vice je le sais, que c'étaient ceux qui étaient les meilleurs... Malgré nous, on prolongeait les préjugés qu'on voulait stopper. Il faut faire attention à ce que les jeux de couleur ne soient pas ceux auxquels on s'attend dans une série policière et qu'on puisse équilibrer les choses.

A.M. En tant que producteur pourquoi avez-vous choisi de représenter la diversité ? Par volonté, comme la discrimination positive ou pour vaincre les freins de chaînes ? Faut-il afficher directement que ses personnages incarnent la diversité ?

M.V. On a eu beaucoup de discussions entre nous le concept de discrimination positive et sur le rôle des médias. Je suis convaincu que les médias ont un rôle à jouer, mêmes s'ils sont un peu vieillissants. Je me souviens d'une anecdote qui avait été une déconvenue pour nous : dans *Les Invincibles* saison 1, on voulait que le personnage de Zoé soit de couleur. Et finalement c'est Lou Doillon qui a eu le rôle... En fait, si tu ne l'écris pas dans un scénario, si tu ne le décris pas, le

casting choisit une gauloise. Dans le scénario, la fille s'appelait Zoé et puis c'est tout. Il aurait fallu écrire qu'elle était noire, presque en faire un attribut caractérisant du personnage... Il faut l'afficher, et très tôt. Le frein ne vient pas particulièrement de la chaîne, – la chaîne ne te dit pas non – c'est un frein du système, c'est comme ça.

S.D. On s'est rendu compte qu'il n'y avait pas le réflexe de caster quelqu'un de couleur pour un rôle qui n'est pas défini comme tel. Alors pour *Chérif* on a voulu forcer un peu la chose...

On a signé un nouveau projet pour France 2, une histoire un peu comme celle de *Chérif*, avec un binôme. Et cette fois-ci, héros s'appelle Matthieu Bellecour. Mais pour nous, c'est un métier qui vient des Iles Saintes, et on a voulu justement jouer ça.

À l'inverse dans *Chérif*, Greg Germain interprète le commissaire Doucet, et je ne crois pas que l'on l'avait écrit avec des spécificités par rapport à ses origines dans la série [il vient des Antilles]. Tout ça pour dire il y avait une vraie envie de notre part, c'était clairement une volonté.

A.M. Vous avez donc décidé dès le début d'afficher les origines de Chérif mais en fait vous les avez traitées seulement dès les premiers épisodes pour établir sa différence et qu'elle ne soit plus une question ?

On les a jouées un peu. Mais il est vrai que beaucoup de gens nous demandent « est-ce que vous avez eu des problèmes avec la chaîne ? » ou « est-ce que c'est la chaîne qui vous a demandé de développer quelque chose avec un rebeu ? », et deux fois c'est non. Pour le coup, c'est une pure proposition de notre part, de producteur, de production. Et la chaîne, là-dessus, a pris le texte, et je pense qu'ils ont bien aimé qu'il y ait un héros issu de la diversité, mais ils ont surtout apprécié le personnage, ce qu'il représentait. On avait une interview

avant-hier avec un journaliste d'origine algérienne et il nous disait : « c'est super parce que ça pourrait être n'importe qui, j'adore parce que vous montrez que oui, un Maghrébin peut être flic, comme n'importe qui. Vous ne traitez pas ses origines. » C'est exactement ce qu'on a voulu faire. On l'a très vite évacué, dans le premier épisode, à la première séquence même, on a voulu dédramatiser : sa partenaire le voit rentrer chez lui par la fenêtre, elle l'arrête, et lui lui demande « mais pourquoi vous m'arrêtez ? », et elle lui balance « bah excusez-moi, un Arabe qui rentre par une fenêtre, c'est rarement un flic qui rentre chez lui », et là il la regarde et lui demande « pardon ? ». On voulait désamorcer le truc et on a finalement traité beaucoup de choses dans ce premier épisode. On a traité sa fille qui voulait intégrer les éclaireuses israéliennes parce qu'il est divorcé d'une femme juive... Dans l'épisode, il était confronté dans l'intrigue à des néonazis qui, évidemment, ne l'aimaient pas vraiment. On a vraiment tout concentré comme pour dire : « allez, on en parle, et après, on n'en parle plus ». La question de l'origine ne se pose pas.

L.O. On a calqué la vie de *Chérif* sur ma vie à moi : tous les deux fils d'immigrés, fan de séries télé, son père est parti quand il était enfant, volonté d'appartenir à la police, etc. Donc on a le même cheminement. On voulait représenter à l'écran une sorte de « majorité silencieuse » qui représente tous les gens dont on n'entend jamais parler.

Comme j'ai travaillé à la douane pendant douze ans j'ai côtoyé pas mal de flics, j'ai vu chez eux un truc étrange et que j'arrivais à comprendre même si je ne l'excuse pas, c'était de se dire que ces personnes-là sont toujours au contact des mêmes populations. Tous les gens qui représentent la diversité, qui sont d'origine immigrée, qui sont une minorité visible mais qui bossent et qui font les choses bien, tu ne les vois jamais dans les hôtels de police, alors qu'eux croisent les mêmes personnes, donc à un moment donné, il y a des

amalgames, pas tous heureusement mais c'est assez triste lorsque ça se produit.

M.V. Il a perdu son père, son père l'a abandonné, il a une vraie back story, comme tout personnage.

S.D. L'autre jour, un chauffeur de Uber me demande ce que je fais dans la vie, je lui parle de *Chérif* et il me dit : « Ah oui c'est super, et oui le rapport avec sa fille c'est tellement ça ! ». C'est drôle, les gens s'approprient vraiment la série, et lui-même [Abdelhafid Metalsi, l'acteur qui joue *Chérif*] disait qu'il était remercié, par d'autres personnes d'origine maghrébine qui lui disaient qu'il est super, ce personnage, qu'il est vraiment... bienveillant en fait.

A.M. Quels sont les ingrédients du succès de cette série qui transcende toutes les questions de la diversité et pourquoi s'est-elle installée ?

L.O. Au fur et à mesure que la série s'est installée, des études quantitatives ont été faites. La première année, on a eu plusieurs réactions du type : « héros positif issu de l'immigration », la deuxième année il y a à peine une mention et à partir de la troisième année, plus aucune mention et des records d'audience.

S.D. La cible principale de *Chérif* est plutôt sénior. Il y a tous les âges, mais en grande partie c'est des séniors, je trouve ça super rassurant !

M.V. Comme ce sont des séniors, on peut imaginer que c'est plutôt des blancs, et ça ne fait pas fuir, et ça, c'est quand même cool. Mais *Chérif*, ça marche – il faut être clair – parce que les gens pensent que c'est une bonne série pas parce qu'ils valident le concept de la diversité à l'écran.

S.D. Les gens ne regardent pas parce que c'est un flic arabe mais avant tout parce que c'est un flic et qu'ils aiment bien le personnage.

A.M. Pourquoi, sur la base de ce succès, il n'y a pas eu d'autres héros récurrents, d'autres apparitions de cette ampleur, comme *Chérif* depuis ?

S.D. C'est lent et d'ailleurs, à l'époque, quand on avait fait le casting pour *Chérif*, on nous disait : « oui mais c'est compliqué, il y a toute une génération qui n'est pas allée vers le théâtre, vers le cinéma, du coup c'est difficile de trouver des comédiens d'origine africaine ou maghrébine. » Je ne suis pas d'accord, ce n'est pas vrai. Aujourd'hui, il y a une nouvelle génération qui est là.

M.V. Nous avons commencé il y a une dizaine d'années, je pense que ce n'était pas un problème non plus. Mais avant, je comprends l'inertie de certains producteurs de casting. Dans tous les métiers, les Maghrébins n'avaient pas forcément le haut du panier dans l'industrie audiovisuelle. Il n'y avait pas beaucoup de Maghrébins qui étaient au théâtre assez jeunes, ils ont commencé un peu tard. Il y en a eu, il y a des Jamel, des noirs. Mais Jamel n'est pas tout jeune non plus... Il y a eu *Médecin de Nuit* et Greg Germain [qui jouait dedans] nous racontait qu'il avait été le premier [homme de couleur] à jouer un rôle de médecin.

A.M. Face à cette réalité et cette inertie, pensez-vous que la discrimination positive peut fonctionner et l'avez-vous mis en place de manière volontariste ?

S.D. Pour *Chérif* on a pris des réalisateurs d'origine maghrébine, Akim Isker et Karim Ouaret, même d'ailleurs sur les scénaristes... Mais on est loin d'être représentatifs de la population...

M.V. Mais la population qu'on emploie, ce sont des postes plutôt CSP + et il y a quand même une génération issue de l'immigration qui n'a pas accès à ces postes CSP +. Mais c'est un cercle vicieux : n'ayant pas accès, il n'y a pas de modèle ;

n'ayant pas de modèles, il n'y a pas de représentation et du coup, même ceux qui le pourraient, ils se l'interdisent. C'est pour ça que si nous, blancs, on ne se bouge pas un peu à les forcer, rien ne changera... C'est pour cette raison que je crois à la discrimination positive.

A.M. Vous avez volontairement créé un héros rôle modèle positif, pour accélérer la transformation des positions des minorités en assumant un risque d'audience pour des chaînes vieillissantes ?

S.D. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons fait un héros comme *Chérif*: s'il y a un môme de dix ans d'origine maghrébine aujourd'hui qui regarde *Chérif* avec ses parents et qui se dit : « putain, c'est trop cool, je peux être flic, beau gosse, moi aussi je pourrais être bienveillant et tout ça » ou « je peux être comédien », enfin que ça crée des vocations, et sans forcément en parler plus que ça. Et aux Etats-Unis, ils font beaucoup ça. Il y a beaucoup de fiction où il y a des noirs, et personnes ne traitent de leurs origines dans l'histoire.

M.V. Il y a une sous-représentation de la diversité qui crée une énorme frustration. Dès qu'il y a un noir sur un programme Netflix en France, ça fait un carton ! Si notre film *Ne m'abandonne pas* a cartonné auprès des jeunes, c'est aussi parce que l'héroïne était jeune et globalement, on a des héros qui ne le sont pas. Obligatoirement, on dit qu'il y a la projection dans les séries, mais aussi un phénomène d'identification. Et ça, les chaînes l'ont abandonné, parce que la fiction est regardée par des gens plutôt âgés. La question est de savoir si elles sont prêtes à « se sacrifier » et à faire 12 % d'audience...

Enfin si on ne met que des gens blancs, il ne faut pas rêver, cela engendre forcément de la reproduction. Et encore... On a plus de facilité à faire de la discrimination positive dans un casting que dans une entreprise. Il faudrait remonter à

l'institution et faire de la discrimination positive au sein même de France télévision...

A.M. Quels sont les freins à l'émergence d'autres séries comme *Chérif*?

M.V. Au début, la série devait s'appeler Kader Chérif et cela a soulevé une question globale d'efficacité du titre. Alors que *Chérif*, ça fait « Chérif de la ville », c'est plus ambigu, cela ne renvoie pas qu'à l'origine et donc c'est plus simple à gérer pour les chaînes en termes de marketing. Alors c'est vrai que certaines personnes s'autocensurent. Mais c'est normal. Moi, le fait qu'il soit marié à une juive et qu'il se batte avec des néonazis, je m'autocensurais, je me disais qu'on forçait un peu le truc là. Et évidemment, on ne veut pas gâcher cette série, dans laquelle on ne voulait pas parler de ses origines. En un sens, c'est normal pour la télévision de se poser des questions sur des choix aussi majeurs que les titres.

Il y a une chose que je ne m'explique pas, c'est que si vous regardez les grosses émissions, les talents shows, les *Koh Lanta*, etc. Il n'y a aucun souci de représentativité. Pour le coup, on représente la France. En fiction, en France, je ne sais pas pourquoi, c'est plus blanc. Voilà. Ça vient donc des maisons de production...

Je vois un verrou, très simple : citez-moi un dirigeant qui n'est pas blanc dans une chaîne française. Moi je n'en connais pas. On peut descendre dans la chaîne : quand on prend les 150 premiers managers de télés françaises, je n'en connais pas. Direction de France Télévision ? Je n'ai jamais connu quelqu'un qui n'était pas blanc. TF1 ? Non plus.

A.M. Donc fondamentalement vous dites qu'il n'y a pas de représentations de la diversité à la télévision parce que les diffuseurs ne le sont pas eux-mêmes et ne voit pas le potentiel?

S.D. À nous, on ne nous dit pas, « faites-en une autre »...

M.V. Au contraire, on entend tout le temps que si on met « issu de la diversité », on a un peu plus de chance de signer son projet. C'est très irritant. On fait d'autres projets, on a eu sur Scarlett Production un film *Ne m'abandonne pas*, [film sur la radicalisation de jeunes Français qui veulent partir en Syrie], où pour le coup on traite du sujet. Un père et une mère avec deux visions de la religion musulmane, et là, c'est une productrice juive qui fait une série sur des musulmans et avec un casting... où ils sont tous blancs !

Moi, je suis blanc, vingt générations de ma campagne, et assez prosélyte sur le sujet, et dans un casting, si vous mettez un blanc et un Maghrébin, je le vois. Je pense qu'un Maghrébin – c'est pour ça que je vous parle de s'il y avait des décideurs maghrébins –, il le voit moins. Vous ne le voyez pas pareil, vous ne jugez le physique pas pareil. Nous avons essayé de participer à ce mixage le plus possible pour que les médias influent sur la société mais malgré tout... C'est pour ça que je pense que s'il y avait 20 % de producteurs d'origine maghrébine, il y aurait une meilleure représentation à l'écran ! Combien y a-t-il de producteurs maghrébins ? Des réalisateurs ? Quelques-uns, mais pas beaucoup. Et puis c'est la même chose pour les femmes.

L.O. Les chaînes ont peur de ne pas faire d'audience. D'abord, elles ont chacune leur logique professionnelle propre avec leurs audimats ciblés. Et puis elles veulent aller au plus simple, au plus évident pour ne froisser personne. À quelques exceptions comme Omar Sy qui sont très rassembleurs, la télévision a toujours peur de tout...

J'ai en tête la série *Interventions* sur TF1. D'abord prévue pour un héros issu de la diversité, la série est finalement passée avec... Anthony Delon en premier rôle ! La chaîne avait reculé...

Ce qui peut faire la série, parce qu'il y a beaucoup d'épisodes,

c'est de valoriser toutes les composantes du casting, y compris celles issues de la diversité, et même si elles semblaient être des seconds rôles au premier abord. La série permet de faire apparaître, à un moment donné, le fil rouge et l'histoire de chacun. Je crois beaucoup aux séries chorales.

Quand on regarde les séries américaines mais plus encore les séries anglaises comme *Luther* ou *les Arnaqueurs VIP*, on constate qu'on a des acteurs noirs de premier plan. Surtout, le fait d'être noir n'est pas le sujet. Bien sûr, cela peut donner un contexte ou une coloration à certains moments, mais en réalité, ces rôles pourraient être joués par des acteurs de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Le sujet, c'est un personnage qui vit dans sa société des événements ou des problématiques dans laquelle chacun peut se reconnaître. C'est exactement ma démarche.

Parfois, on m'a dit : « entendu, *Chérif* a bien la tête de quelqu'un d'origine maghrébine mais il ne pratique pas, il ne prie pas... Il n'est pas représentatif ! ». Mais alors moi non plus ! Parce que j'ai moi aussi une distance à la foi, une façon non pratiquante de vivre...

Les jeunes se détournent de la télé aussi parce que les chaînes sont des appareils trop lourds qui bougent trop lentement en matière de représentation de la diversité. Aux Etats-Unis, il a fallu une chaîne comme HBO pour prendre des risques.

A.M. Lionel, quel est votre conseil aux jeunes qui veulent percer dans le milieu ?

L.O. Mon credo : écrire des histoires universelles qui pourraient m'intéresser et prendre un acteur talentueux issu de la diversité. Je n'ai qu'un seul conseil, ne vous refermez pas sur les problématiques de couleurs. Faites en sorte d'écrire de manière à ce que les castings peuvent s'ouvrir à la diversité, mais surtout, en premier lieu : écrivez de bonnes histoires !

